



EURO-MEDITERRANEAN HUMAN RIGHTS NETWORK
RÉSEAU EURO-MÉDITERRANÉEN DES DROITS DE L'HOMME
الشبكة الأوروبية - المتوسطية لحقوق الإنسان

DOCUMENT DE STRATEGIE 2012-2018 DU REMDH

DOCUMENT DE STRATEGIE 2012-2018 DU REMDH

INTRODUCTION	3
PARTIE 1: MISSION, VALEURS ET OBJECTIFS DU REMDH	3
1.1 INTRODUCTION, SITUATION ET CONTEXTE	3
1.2 MISSION ET VISION DU REMDH	4
1.3 VALEURS CLES DU RESEAU	4
1.4 OBJECTIFS GENERAUX DU RESEAU	4
1.5 SOUTIEN DU REMDH A SES MEMBRES	5
PARTIE 2 : LA SITUATION DANS LA RÉGION EURO-MÉDITERRANÉENNE ET LES DÉFIS À RELEVER POUR LE REMDH	5
2.1 UNE REGION EURO-MEDITERRANEENNE EN PLEINE MUTATION	5
2.2 LES DEFIS QUE DOIT RELEVER LE REMDH DANS LA REGION	7
PARTIE 3 : LES RÉPONSES DU REMDH	9
3.1 APPROCHES REGIONALE ET NATIONALE	9
3.2 APPROCHES THEMATIQUES REGIONALES	10
3.3. TRAVAIL PAR PAYS	16
PARTIE 4 : METHODOLOGIE ET SOUTIEN DES MEMBRES	18
4.1 GROUPES DE TRAVAIL	18
4.2 ACTIVITES DE RENFORCEMENT DES COMPETENCES DU REMDH	19
4.3 PLAIDOYER	20
4. 4 COMMUNICATION	21
4.5 MEMBRES ET PARTENARIATS	21
4.6 ADMINISTRATION	22
4.7 ÉVALUATION	22
4.8 RECHERCHE DE FINANCEMENT	22
ANNEXE A: HISTORIQUE ET STRUCTURES DU RESEAU	23
ANNEXE B: OBJECTIFS DU REMDH D'APRES LES STATUTS	26
ANNEXE C: POLITIQUE DE GENRE DU REMDH	27

INTRODUCTION

Le présent document énonce la stratégie du Réseau euro-méditerranéen des droits de l'Homme (REMDH) pour la période 2012-2018. Il a pour but de faire connaître les objectifs et la méthodologie du REMDH à ses membres, ainsi qu'à l'extérieur du Réseau. Cette stratégie vise également à faire naître de nouvelles synergies, de nouveaux partenariats et de nouveaux modes de communication interne; elle met en avant une vision partagée du Réseau, de ses valeurs et de ses objectifs.

Le document se divise en cinq parties :

- La première partie offre une présentation générale du REMDH, de sa mission, de ses valeurs et de ses objectifs.
- La deuxième partie présente une analyse de la situation actuelle dans la région euro-méditerranéenne et des défis que doit affronter le REMDH.
- La troisième partie présente les solutions mises en œuvre par le REMDH pour répondre à ces défis.
- La quatrième partie décrit les méthodes de travail du REMDH.
- Enfin, l'annexe A revient brièvement sur l'historique du Réseau et sur sa structure organisationnelle [et l'annexe B présente un extrait de ses statuts].

La stratégie définit une orientation générale pour le travail du REMDH.¹ Elle sera complétée d'un programme de travail décrivant dans le détail les interventions choisies par le Réseau pour mettre en œuvre sa nouvelle stratégie.

PARTIE 1: MISSION, VALEURS ET OBJECTIFS DU REMDH

1.1 Introduction, situation et contexte

Le REMDH est un réseau indépendant d'organisations et d'institutions de défense des droits de l'Homme, qui se reconnaissent dans les normes internationales des droits de l'Homme, dans le droit international humanitaire et dans les principes de la démocratie. Le travail du REMDH se fonde sur les conventions et les traités régionaux et internationaux relatifs aux droits de l'Homme.

Le REMDH est un réseau régional, et son mandat géographique couvre l'UE et ses voisins du Sud-Méditerranée, plus la Turquie (la « région EuroMed »). C'est là le centre de son travail, mais le REMDH reste néanmoins préoccupé par les développements qui interviennent en dehors de la région ou au niveau international et qui peuvent avoir un impact sur les droits de l'Homme.

Le REMDH et ses membres s'engagent activement dans la région et reconnaissent l'impact que peut avoir la coopération de la société civile au niveau régional sur la situation des droits de l'Homme et de la démocratie sur le terrain. A ce titre, le Réseau se préoccupe à la fois des politiques mises en œuvre au Nord, au Sud et à l'Est de la Mer Méditerranée et des politiques qui régissent les rapports entre les deux rives.

Le REMDH et ses membres, ensemble ou individuellement, sont des composantes du mouvement social des pays concernés et de la région tout entière. Le REMDH favorise la mise en réseau des organisations qui le composent, mais sans se substituer à ses membres. Il leur apporte, à leur demande et dans la limite de ses moyens, l'aide qu'ils peuvent souhaiter.

¹ La mise au point de la présente stratégie entame la dernière étape d'un long processus, menant à la 9ème Assemblée générale du REMDH, prévue à Copenhague en 2012. Elle s'appuie sur une large consultation des membres du Réseau, l'un des éléments de cette enquête étant un questionnaire portant sur l'avenir du REMDH, qui a été adressé à tous les membres à la fin de l'année 2010. 55 des 110 personnes et organisations interrogées ont répondu à ce questionnaire. Les réponses ont ensuite été analysées avec l'aide d'une consultante extérieure, après quoi un premier projet de stratégie a été rédigé.

Le Réseau développe son action dans la promotion et la protection des défenseurs des droits de l'Homme et de la société civile, l'élaboration des programmes de réforme, le plaidoyer en faveur des droits de l'Homme et la sensibilisation de l'opinion, ainsi que le développement des compétences de la société civile et des membres du REMDH.

Il s'attache à mener un dialogue critique avec les instances gouvernementales et intergouvernementales, et entretient également des relations suivies avec les acteurs socio-politiques tels que les partis politiques et les syndicats.

1.2 Mission et vision du REMDH

La mission du REMDH est de promouvoir et de renforcer les droits de l'Homme et les réformes démocratiques dans le cadre de son mandat régional et par le biais des mécanismes de réseautage et de coopération de la société civile. Ancré dans la société civile, le Réseau est résolu à développer et renforcer les partenariats entre les ONG de la région EuroMed, à diffuser et promouvoir les valeurs des droits de l'Homme et à accroître les capacités propres à la réalisation de ces objectifs.

Dans cette optique, la vision du Réseau est d'être un forum régional des droits de l'Homme qui est une source majeure de connaissances et d'initiatives concrètes concernant les droits de l'Homme et les réformes démocratiques dans la région EuroMed.

1.3 Valeurs clés du Réseau

Les valeurs clés et indivisibles sur lesquelles s'appuie l'action du REMDH sont les suivantes :

- la nécessité de reconnaître et de promouvoir l'universalité, l'indivisibilité et l'interdépendance fondamentales des droits de l'Homme, tant individuels que collectifs ;
- le respect des principes démocratiques et de l'état de droit, tel qu'énoncés dans les conventions internationales et le droit humanitaire international ;
- l'importance de la société civile dans la promotion et la protection des droits de l'Homme, et le droit pour la société civile d'être un partenaire actif dans ce domaine ;
- la valeur et les avantages de la pluralité des approches en matière de droits de l'Homme, de même que le dialogue et la promotion de la compréhension interculturelle ;
- le droit de tous les citoyens à participer à l'élaboration des plans d'action relatifs aux droits de l'Homme dans toute la région ;
- la nécessité d'ancrer son travail dans le contexte social dans lequel s'expriment les valeurs des droits de l'Homme.

L'égalité des genres, de même que la nécessité de souligner et de promouvoir activement les droits des femmes et la participation des femmes à la vie publique, figurent parmi les valeurs clés défendues par le REMDH. En conséquence, le travail réalisé au sein du REMDH ou en dehors, de même que ses méthodes d'organisation, visent à respecter les critères d'intégration du genre, dans le but de parvenir à une réelle égalité entre les hommes et les femmes. A cet égard, le Réseau met en œuvre des actions spécifiques visant à promouvoir concrètement l'égalité entre les genres dans la région, à partir de la Politique de Genre du REMDH.² Ce document est ainsi partie intégrante de la stratégie du REMDH.

1.4 Objectifs généraux du Réseau

Les objectifs clés du Réseau, stipulés dans ses statuts, sont les suivants³:

² www.euromedrights.org/gender/about-gender/work-plan-strategy/10302.html

³ Voir Annexe B pour le texte des statuts

- Soutenir et promouvoir au sein des États concernés les principes universels des droits de l'Homme, tels que consacrés par tous les instruments internationaux ;
- Agir en faveur de l'établissement d'institutions démocratiques et de la promotion de l'état de droit, en particulier dans les domaines de la liberté d'association, de l'égalité homme-femme, du développement durable et du respect des droits économiques et sociaux ;
- Lutter contre les discriminations, les crimes de guerre et les crimes contre l'Humanité ;
- Appuyer les organisations non gouvernementales existantes et la création d'organisations non gouvernementales indépendantes et autonomes, renforcer la capacité d'action de la société civile, et soutenir, assister et coordonner les efforts de ses membres ;
- Apporter aide et protection aux défenseurs des droits de l'Homme dont les droits sont violés ;
- Promouvoir l'éducation aux droits de l'Homme et agir en faveur de la paix et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ;
- Encourager le dialogue et la solidarité entre les peuples et les cultures.

1.5 Soutien du REMDH à ses membres

De manière générale, le REMDH offre à ses membres

- Un accès aux ONG des droits de l'Homme dans trente pays, et notamment des possibilités accrues de coordination et de coopération ;
- Un accès aux institutions et aux processus politiques gouvernementaux et inter-gouvernementaux ;
- La possibilité d'influencer les politiques et les débats régionaux ;
- Une protection accrue lorsque les membres ou leur travail sont en danger ;
- Un soutien international/régional pour leur travail dans les domaines prioritaires du REMDH ;
- Des activités de développement des compétences dans les domaines prioritaires du REMDH ;
- La dissémination de leurs activités auprès d'un large public régional ;
- Un label de qualité et de sérieux lié au fait d'être reconnu comme membre du REMDH par 70 ONG des droits de l'Homme parmi les plus importantes de la région.

PARTIE 2 : LA SITUATION DANS LA RÉGION EURO-MÉDITERRANÉENNE ET LES DÉFIS À RELEVER POUR LE REMDH

2.1 Une région euro-méditerranéenne en pleine mutation

La région dans laquelle travaille le REMDH depuis 1997 a radicalement changé à la suite de la révolution tunisienne, en décembre 2010, qui y a fait naître un vent de renouveau en faveur de la démocratie.

La région Sud-Méditerranée n'a jamais constitué une entité homogène, cependant en termes de déficit démocratique, d'oppression systématique et de violation des droits humains fondamentaux, elle pouvait être appréhendée comme un espace géopolitique relativement uniforme.

Les systèmes politiques semblaient figés, les régimes se focalisant de plus en plus sur le contrôle du cyberspace, des libertés de réunion et d'association ainsi que des systèmes judiciaires et législatifs. Les gouvernements ne respectaient pas leurs engagements en matière de lutte contre les discriminations envers les femmes. Une atmosphère d'intolérance et de repli sur soi, incompatible avec une culture des droits de l'Homme, masquait le fait qu'une grande majorité de la population souhaitait ardemment vivre dans la liberté et la dignité.

La société civile restait faible et placée sous l'étroite surveillance des services de sécurité. Toutes les initiatives visant à former des alliances entre les forces politiques et la société civile étaient immédiatement réprimées.

En résumé, aucune démocratie ne semblait sur le point d'émerger dans la région arabe, et bien qu'un certain nombre de présidents âgés aient été en phase de remplacement en Égypte, Libye, Tunisie et Algérie, il paraissait improbable que des changements à la tête de ces régimes puissent engendrer une démocratisation ou une amélioration en matière de droits de l'Homme.

Les moments révolutionnaires et les soulèvements populaires ont profondément modifié ce paysage politique. Ils ont été menés en grande partie par des jeunes, hommes et femmes, en quête du respect de leur propre dignité et valeurs, et de justice sociale, économique et politique. Ils ont utilisé les réseaux sociaux, et leurs messages ont aussitôt été relayés par les chaînes satellitaires. Ils ont pris les services de sécurité par surprise et trouvé des appuis inattendus au sein des classes dirigeantes et de l'armée, mécontentes de la gestion des gouvernants autoritaires qui déléguaient leurs pouvoirs aux membres corrompus de leurs familles et à leurs soutiens immédiats.

Élément important de ces soulèvements, les citoyens avaient surmonté leur peur et osaient défier la dictature, et des groupes issus de la société civile étaient là pour conférer une voix politique au mouvement. Autres traits significatifs, le sentiment de responsabilité des citoyens, soucieux de ne pas laisser ce moment historique leur échapper, et leur confiance dans leurs propres capacités à conduire un mouvement interne.

Les peuples tunisien et égyptien ont inspiré les peuples dans toute la région arabe et dans le reste du monde. Deux pays (Syrie et Libye) ont évolué vers une situation de guerre civile et de combats armés – y compris avec l'intervention en Libye des forces de l'OTAN sur un mandat de l'ONU, leurs dirigeants n'hésitant pas à commettre des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. Dans d'autres pays, des réformes constitutionnelles ont été étudiées ou mises en place à l'initiative du pouvoir.

De même, le cadre institutionnel qui définissait la région EuroMed a clairement changé : deux ans avant le début du Printemps arabe, le processus de Barcelone a été remplacé par l'Union pour la Méditerranée (UpM). Si le processus de Barcelone n'a pas aidé à améliorer les droits de l'Homme dans la région, sa structure institutionnelle n'en fournissait pas moins une plateforme pour le travail en faveur des droits de l'Homme et celui de la société civile. En 2008, cependant, lorsque l'UpM a été mise en place, la dimension « droits de l'Homme » du processus EuroMed a plus ou moins disparu, à l'exception d'un timide engagement à promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes par le biais du processus d'Istanbul-Marrakech.

Avant cela, après l'élargissement de l'UE en 2004, la Politique européenne de voisinage, qui met l'accent sur les relations bilatérales, était devenue le principal véhicule politique et économique de la coopération européenne avec ses partenaires méditerranéens.

À l'intérieur de ce cadre, la Commission européenne a instauré un certain nombre de mécanismes, notamment des sous-commissions aux droits de l'Homme et des rapports d'étape annuels. Pourtant, au moment du déclenchement des révolutions, les plans d'action bilatéraux et les programmes indicatifs nationaux tendaient davantage à accommoder les régimes du Sud de la Méditerranée qu'à promouvoir activement de véritables réformes. En dépit de violations graves des droits de l'Homme,

les régimes du Sud recevaient un soutien économique et politique important de la part de l'UE et de ses États membres.

Il a fallu un certain temps, et beaucoup d'hésitation - ce que les populations du Sud ont ressenti douloureusement - pour que l'UE s'engage dans un *mea culpa* à propos de ses politiques passées. Elle a commencé à les revoir en diversifiant encore plus son approche bilatérale et en déclarant qu'elle conditionnerait l'accroissement de son aide à des progrès dans la construction et la consolidation de la démocratie et dans le respect de l'état de droit. Certains pays peuvent à présent, en principe, encourir des mesures de conditionnalité négative, à savoir une diminution de l'aide financière; d'autres peuvent faire l'objet de sanctions ciblées. En général, les politiques de l'UE en matière de droits de l'Homme et de démocratie demeurent faibles après l'adoption du Traité de Lisbonne. De plus, l'Union pour la Méditerranée est réduite à être un bureau de projets fonctionnant sur un principe de géométrie variable en fonction des besoins et des intérêts des pays. Par conséquent, le cadre institutionnel régional qui avait été le déclencheur de la création d'un réseau d'organisations des droits de l'Homme dans la région EuroMed n'a plus aucune pertinence politique.

2.2 Les défis que doit relever le REMDH dans la région

Ainsi que souligné plus haut, de nouvelles tendances positives sont apparues dans la région EuroMed. Cela étant, beaucoup des caractéristiques touchant les droits de l'Homme dans la région restent inchangées :

Malgré de nouvelles voies ouvertes à la démocratie dans le Sud, des résistances existent dans certains segments des sociétés concernées, et le soutien aux processus de transition n'est pas unanime.

Des questions comme le non-respect des libertés fondamentales, de l'indépendance du judiciaire, des droits des femmes et de l'égalité des genres, et des droits des migrants et des réfugiés, constituent encore des traits caractéristiques de la région, de même que le manque de respect des droits économiques, sociaux et culturels. L'ouverture des sphères politiques et l'accès des partis islamistes au pouvoir législatif donnent lieu à des inquiétudes, notamment quant à la protection de la liberté d'expression et aux droits des femmes. Les restrictions imposées à la liberté de conscience pour des motifs religieux sont monnaie courante, de même que le refus de reconnaître le droit à la diversité.

Par ailleurs, les conflits sont toujours très actuels. Le processus de paix au Proche-Orient est bloqué, alors que l'occupation israélienne en Cisjordanie, à Gaza et à Jérusalem-Est, et les violations du droit international humanitaire se sont continuellement intensifiées. Le conflit kurde et celui du Sahara occidental perdurent, et Chypre reste divisée.

En Europe, les attaques contre les droits des migrants et des réfugiés constituent toujours une question cruciale. Le racisme et la xénophobie sont des traits marquants des sociétés européennes, qui se manifestent notamment par la montée des partis d'extrême droite et de l'islamophobie. Les inégalités entre les hommes et les femmes et entre les différentes classes sociales persistent, de même que les attaques contre les libertés individuelles - procès inéquitables, surveillance accrue de la sphère privée, etc. Dans la période actuelle de crise économique croissante, certaines de ces tensions et inégalités se sont aggravées, et sont exacerbées par la criminalisation des manifestants et la brutalité des forces de police envers les protestataires sociaux.

Alors que l'Europe et ses décideurs ont à bien des égards accueilli favorablement les changements dans le Sud, les anciens schémas de pensée restent marqués par un mélange de préoccupations sécuritaires et d'intérêts propres dans le domaine économique, géopolitique et de la sécurité énergétique.

Considérée dans une perspective régionale, la zone euro-méditerranéenne reste asymétrique : dans l'UE, les sociétés sont globalement stables, aisées, démocratiques et dans l'ensemble respectueuses des droits de l'Homme, avec des sociétés civiles libres d'agir, alors que dans le Sud et l'Est de la Méditerranée, la plupart des pays sont moins riches, touchés par des conflits, pour l'essentiel non démocratiques jusqu'il y a peu, affectés par des taux de chômage et de pauvreté élevés et par de

graves inégalités économiques, mais ils sont désormais des pays en mouvement dans lesquels que se poursuivent des violations à grande échelle des droits fondamentaux.

Sur le plan économique et social, les relations EuroMed restent tout aussi asymétriques. Les inégalités n'ont pas diminué depuis le lancement du processus de Barcelone, et l'UE continue de tirer profit de la coopération régionale bien davantage que le Sud. Le déficit en matière de droits économiques et sociaux dont souffrent les populations du Sud reste une source de tension sociale qui menace de s'accroître avec la poursuite de la mise en place de la zone de libre-échange euro-méditerranéenne.

Par ailleurs, les organisations de défense des droits de l'Homme, malgré le rôle important qu'elles jouent, restent relativement faibles. Dans plusieurs pays du Sud, elles sont toujours lourdement opprimées, tandis que dans d'autres, elles doivent relever les défis engendrés par des situations entièrement nouvelles, y compris les attaques émanant de groupes religieux. En Europe, les groupes de société civile qui travaillent sur le monde arabe et la région méditerranéenne dans une perspective des droits de l'Homme sont peu nombreux et ont besoin de ressources supplémentaires pour faire entendre leur voix dans le débat public.

De manière générale, alors que les valeurs des droits de l'Homme sont au cœur des préoccupations des mouvements sociaux, les organisations des droits de l'Homme doivent tenter de faire le lien entre les segments plus larges des sociétés dont elles font partie et de définir leurs rapports avec les partis fondés sur la religion.

Le REMDH devra continuer de travailler dans un environnement où les questions clés n'ont guère changé par rapport à la période pré-révolutionnaire. De plus, il devra relever *trois défis* qui sont issus des changements intervenus dans la région.

Le *premier défi* est le fait que l'entité géopolitique pour laquelle le REMDH a été créé et dont il tire son identité a presque complètement disparu – excepté sur le papier. Concrètement, aujourd'hui, il n'y a pratiquement plus de destinataires pour des actions de dialogue, de plaidoyer ou de suivi de la situation dès lors que l'on traite de questions relatives aux droits de l'Homme et à la démocratie au niveau régional EuroMed. Dans le même temps, les institutions de l'UE sont en crise et ont d'immenses difficultés à surmonter collectivement les crises économiques subies par certains États membres.

En conséquence, la raison d'être du REMDH ne dérive plus désormais du processus de Barcelone ou de l'UpM ni des mécanismes institutionnels de plaidoyer y afférents (réunions ministérielles, réunions d'ambassadeurs, etc.). Même si l'identité et le mandat régional du REMDH restent historiquement liés au processus de Barcelone et que son mandat géographique demeure inchangé, son travail ne pourra se construire à l'avenir qu'à la condition que les organisations de défense des droits de l'Homme, dans les pays de l'UE, du Sud et l'Est méditerranéens croient en un destin commun, souhaitent travailler ensemble, apprennent les uns des autres et s'entraident dans la protection et la promotion des droits de l'Homme dans le pourtour méditerranéen et dans les pays de l'UE. Les acteurs sociaux de la région EuroMed ont bien intégré cette vision, comme le prouvent les nombreuses références faites aux révolutions arabes par les manifestants en Espagne, au Portugal et en Grèce.

Le *deuxième défi*, étroitement lié au premier, réside dans le fait que la région du Sud-Méditerranée est moins homogène qu'elle ne l'était auparavant. Jusqu'au début des révolutions en Égypte et en Tunisie, la région du Sud et de l'Est de la Méditerranée, en particulier les pays arabes, sans être pour autant uniforme, se caractérisait par des régimes oppressifs plus ou moins comparables, le même manque de libertés fondamentales, l'inégalité entre les genres, des systèmes judiciaires dépendants et partiels, des appareils de sécurité omnipotents, l'usage répandu de la torture, etc.

Les changements provoqués par les révolutions font que la situation, à présent, varie beaucoup d'un pays à l'autre ; De là l'impossibilité d'une approche uniforme de la région. Le REMDH devra donc adopter des approches plus diversifiées que par le passé, d'autant que la situation de chaque pays évoluera sans doute avec des avancées et des reculs. Dans le cadre de cette adaptation, le REMDH et ses membres devront aborder les droits de l'Homme dans un contexte de processus de transition et de construction de la démocratie - touchant notamment à l'égalité des genres et aux droits et à la participation des femmes - auquel ils n'étaient pas accoutumés.

Le *troisième défi* (également lié aux précédents) réside dans le fait que le REMDH puise sa force et sa cohésion dans sa nature d'organisation régionale et transnationale, alors que la plupart des processus politiques déterminants se déroulent au niveau national et bilatéral entre l'UE et ses voisins du Sud.

PARTIE 3 : LES RÉPONSES DU REMDH

Le REMDH a acquis une solide expérience en travaillant sur beaucoup des questions thématiques évoquées ci-dessus.

À l'occasion de ses Assemblées générales de Madrid en 2006 et de Barcelone en 2008, le REMDH a choisi les thèmes de la Liberté d'association, l'Indépendance et l'impartialité de la justice, l'Égalité des genres et les droits des femmes et l'Éducation aux droits de l'Homme comme points d'entrée stratégiques de son travail en faveur de la démocratisation, ainsi que le Conflit du Proche-Orient, les Droits des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile et les Droits économiques et sociaux comme thématiques principales de son travail régional sur la sécurité des êtres humains.

Il est intéressant de noter que, dans leurs réponses au questionnaire sur la future stratégie du REMDH distribué en 2010, les membres du Réseau considèrent que les questions thématiques traitées dans le passé par le REMDH restent valables, pour eux comme pour la région, aussi bien aujourd'hui qu'à l'avenir.

Eu égard aux nombreuses questions à traiter dans la région, la gamme des sujets thématiques sur lesquels le REMDH peut travailler est vaste, la liberté de conscience, le racisme et la discrimination ou le droit à la diversité pouvant par exemple s'ajouter aux thèmes rappelés plus haut.

Les assemblées générales successives ont entériné le choix du Réseau de développer les groupes de travail thématiques en tant que méthodologie principale, et de les soutenir par des activités de plaidoyer, des missions de solidarité, des partenariats, des actions de communication, etc.

Le REMDH dispose donc de plusieurs méthodes de travail : a) réunions de groupes de travail thématiques ; b) groupes *ad hoc* (y compris groupes de solidarité); c) plaidoyer; d) missions; e) rapports; f) formation; g) campagnes; h) réunions/séminaires de haut niveau ; i) médias, y compris réseaux sociaux, communication externe; j) communication interne ; k) recherche de contacts/d'alliances avec d'autres groupes/mouvements. Là encore, il est important de préciser quand et comment utiliser ces différents outils.

En raison de cette abondance de sujets, il est important d'établir des priorités. Le Réseau se propose de le faire 1) en tirant les leçons du passé et en utilisant les bonnes pratiques acquises par l'expérience ; 2) en évitant de dupliquer le travail d'autres organisations et 3) en adaptant sa stratégie aux nouveaux défis décrits plus haut.

Le fil conducteur du travail du REMDH sera de promouvoir et protéger les droits de l'Homme et l'état de droit grâce au travail en réseau et aux partenariats, de soutenir les activités de ses membres là où le Réseau peut apporter une valeur ajoutée, et de protéger ses membres et ses partenaires lorsqu'eux-mêmes ou leurs activités sont en danger.

Les grandes lignes des principaux domaines stratégiques du travail du REMDH dans les 6 prochaines années sont explicitées ci-dessous. Elles devront bien évidemment se traduire en programmes de travail détaillés.

3.1 Approches régionale et nationale

Dans le passé, le REMDH a donné la priorité à son travail thématique régional tout en cherchant à développer des activités et initiatives *ad hoc* au niveau de chaque pays.

Le REMDH se propose à l'avenir de renforcer son identité régionale en affinant le profil de son travail thématique, tout en faisant le lien, de façon plus soutenue et systématique, entre son travail au niveau régional et son travail au niveau de chaque pays et avec les relations bilatérales entre l'UE et chacun de ses partenaires méditerranéens.

L'un des objectifs inhérents au travail thématique est de traiter et de mettre en exergue des questions relatives aux droits de l'Homme qui concernent toute la région. Un autre objectif est de soutenir les membres du REMDH dans leur travail au niveau national dans les domaines thématiques prioritaires du REMDH.

Ainsi, tout en restant un réseau traitant des questions régionales de la zone EuroMed, le REMDH prendra en compte le fait que la majeure partie des efforts de réformes en matière de droits de l'Homme, de renforcement de l'état de droit et de protection des droits de l'Homme se fait au niveau national et bilatéral. De cette façon, il prendra également en compte le fait que la région est bien moins uniforme qu'avant et que la situation des différents pays sera sans doute instable dans les années à venir, certains pouvant passer d'une période de transition à un régime autoritaire, d'autres de la guerre civile à une transition, alors que certains régimes pourraient rester inchangés.

3.2 Approches thématiques régionales

Le travail régional restera en bonne place dans le programme du REMDH pour les années à venir. Afin de souligner les questions des droits de l'Homme transversales à toute la région, de maintenir une perspective régionale sur la situation des différents pays et d'appuyer son travail par pays, le REMDH développera son travail thématique selon six axes thématiques :

1) la réforme législative et judiciaire, et la transition démocratique ; 2) les situations de conflits et le respect des droits de l'Homme, du droit international, et du droit international humanitaire ; 3) les droits des femmes et l'égalité des genres ; 4) la liberté de conscience et la lutte contre les discriminations, 5) les droits des migrants et des réfugiés ; et 6) les droits économiques et sociaux.

3.2.1 Transition démocratique et réforme législative et judiciaire

Dans un certain nombre de pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée, la marge de manœuvre des organisations des droits de l'Homme est limitée et encadrées par des lignes rouges qui contrôlent strictement la jouissance des libertés publiques. Dans d'autres pays, ces organisations sont étroitement surveillées par des régimes autoritaires et les services de sécurité. Enfin, dans certains pays, les organisations des droits de l'Homme sont engagées dans un processus populaire plus large de transition vers la démocratie

Un point commun à toutes ces situations tient à la question de l'accès à un système judiciaire indépendant et la nécessité de réformes législatives garantissant la protection et le renforcement du respect des droits de l'Homme et de l'état de droit.

Pour aborder ces questions, le REMDH amplifiera son travail régional sur la *transition démocratique, réforme législative et judiciaire* (fondé entre autres sur son travail antérieur dans le domaine de la liberté d'association et de la justice). Ce travail aura pour but :

- de promouvoir les échanges d'expériences, de perspectives régionales et de politiques sur les législations et les pratiques en matière de libertés fondamentales, de réforme judiciaire et de justice dans les pays en transition ;
- de réfléchir aux moyens permettant à la société civile d'un pays de bénéficier des expériences d'autres pays ;
- de développer des politiques, des actions de soutien et de plaidoyer et des missions visant à appuyer l'action des défenseurs des droits de l'Homme au niveau national ;

- de contribuer à la protection des militants des droits de l'Homme et des membres des professions juridiques lorsqu'eux-mêmes ou leur travail sont en danger ;
- de façon générale, de faire le lien avec les autres acteurs pertinents (mouvements sociaux, parlementaires, barreaux, associations de juges, agences, partis politiques, etc.) ;
- de suggérer des domaines dans lesquels une intervention relative à la perspective genre est nécessaire.

Ce travail portera essentiellement sur les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée, où les réformes ont un caractère d'urgence particulier. Ainsi, ce travail participera des efforts du REMDH visant à réduire les écarts entre le Nord et le Sud en termes de démocratie et de respect des droits de l'Homme. Toutefois, des questions préoccupantes d'ordre législatif ou judiciaire concernant l'Europe pourront et devront aussi être soulevées, notamment concernant les mesures et les lois de lutte contre le terrorisme, le contrôle des données personnelles, etc.

L'objectif du REMDH au cours des six prochaines années sera de devenir un point de rencontre essentiel pour les ONG des droits de l'Homme engagées dans les processus de réforme législative et judiciaire concernant principalement les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée. Il visera également à devenir une source majeure d'expertise au niveau régional, qui mènera des actions de sensibilisation et fera des propositions de politiques concernant les droits de l'Homme et la réforme démocratique afin d'influer sur les politiques nationales et les dynamiques régionales et de soutenir les organisations de défense des droits de l'Homme dans leur travail au niveau national, grâce à des interventions stratégiquement choisies pour répondre aux besoins spécifiques du contexte concerné.

Dans la région EuroMed, il existe des sujets où les politiques des droits de l'Homme au Nord et au Sud sont davantage symétriques et liées entre elles et des domaines où les préoccupations relatives aux droits de l'Homme sont semblables et concernent les sociétés civiles aussi bien en Europe que dans le Sud et l'Est de la Méditerranée, en raison de leur dimension à la fois nationale et régionale.

Tel est le cas pour les quatre autres thèmes que le REMDH se propose de traiter.

3.2.2 Situations de conflit et respect des droits de l'Homme, du droit international et du droit international humanitaire (DIH)

Dans plusieurs pays du Sud et Est de la Méditerranée, les organisations des droits de l'Homme doivent œuvrer dans des situations de conflit ou d'occupation qui ont un large impact sur tous les aspects de la vie des populations et sur le travail en faveur des droits de l'Homme. Ces conflits, et notamment celui du Proche-Orient, ont des répercussions négatives qui dépassent largement leur propres limites.

Dans son travail travaux, le REMDH continuera de développer à cet égard ses activités régionales sur *les situations de conflit et respect des droits de l'Homme, du droit international et du droit international humanitaire (DIH)*, en particulier à travers son travail sur la Palestine, Israël et les Palestiniens. Ainsi, le REMDH :

- Continuera à rassembler les membres israéliens et palestiniens du REMDH, d'autres membres du réseau et des organisations ressources, en vue de contribuer à placer les droits de l'Homme et le DIH au cœur du processus de paix.
- Facilitera l'accès de ses membres aux instruments de l'UE, des États membres de l'UE et de l'ONU afin de plaider en faveur de la prise en compte du respect des droits de l'Homme et du DIH au cœur des efforts de paix.
- Renforcera l'interface entre les organisations israéliennes et palestiniennes de défense des droits de l'Homme et la société civile européenne afin d'influer sur les politiques de l'UE touchant Israël et la Palestine
- Effectuera un travail de solidarité et de protection en faveur des activistes et des organisations des droits de l'Homme qui travaillent sur le conflit du Proche-Orient

- Fera en sorte, en toutes occasions, que toutes les activités intègrent la dimension genre.
- Par ailleurs, le REMDH élargira les contacts avec des activistes des droits de l'Homme engagés dans d'autres conflits ou situations d'occupation, et réfléchira à la façon de leur permettre, ainsi qu'aux membres du REMDH, de bénéficier mutuellement de leurs expériences.

L'objectif général au cours des 6 prochaines années sera ainsi d'aider les activistes et les organisations des droits de l'Homme à construire de solides alliances/réseaux régionaux visant à pousser les acteurs gouvernementaux et l'UE à placer le respect des droits de l'Homme et du droit international humanitaire au cœur des pourparlers pour la paix et de la gestion et de la résolution des conflits. Le REMDH devrait devenir un point focal pour les efforts de plaidoyer de la société civile européenne en matière de promotion des droits de l'Homme, du droit international et du droit international humanitaire dans le conflit du Proche-Orient. Il s'efforcera aussi de fournir aux défenseurs et aux organisations des droits de l'Homme un maximum de protection contre les attaques personnelles et les mesures de harcèlement.

3.2.3 Égalité des genres et droits des femmes

A l'évidence, il existe de grandes différences entre l'Europe et les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée en termes de respect des droits des femmes. L'émergence des groupes islamistes aux élections parlementaires, qui met à mal l'universalité de l'égalité des droits des femmes et des hommes, les codes de la famille basés sur l'affiliation religieuse, les retards de la région MOAN par rapport au reste du monde en matière d'accès des femmes au travail, de même que les réserves persistantes émises par les gouvernements du MOAN envers les principaux articles de la CEDAW, sont autant d'indices de l'écart qui existe entre l'Europe et les pays du Sud, d'où le besoin de se concentrer sur ces derniers en matière de travail sur les droits de l'Homme.

Toutefois, au Nord comme au Sud, les femmes sont confrontées à un certain nombre de problèmes communs, tels les violences qui leur sont faites dans la sphère publique et privée et le manque d'égalité avec les hommes au niveau de la représentation et des salaires dans la vie publique et dans le travail. La majorité des migrants de la région sont aujourd'hui des femmes, qui se trouvent confrontées à une double discrimination et à une exploitation importante. Des débats sur la relation entre la religion et les droits des femmes sont courants dans toute la région, comme ceux concernant le port du voile.

Il est donc normal que les femmes de la région unissent leurs forces pour réclamer des droits égaux et des programmes d'action positive, et il est logique que les défenseurs des droits des femmes et les promoteurs de l'égalité homme-femme (tant hommes que femmes) de toute la région travaillent en réseau, échangent et développent coopération et campagnes.

Le REMDH poursuivra son travail sur les droits des femmes et l'égalité des genres en réunissant ses membres et des personnes et organisations ressources activement engagées dans la promotion des droits des femmes et de l'égalité des genres. Ainsi, le REMDH :

- Renforcera le travail en réseau entre les ONG de la région EuroMed qui travaillent sur les droits des femmes et les questions relatives au genre, tout en s'efforçant de promouvoir la coopération avec les ONG des droits de l'Homme généralistes ;
- Suivra attentivement les politiques nationales et régionales concernant les droits de femmes et l'égalité des genres ;
- Sensibilisera l'opinion sur les discriminations fondées sur le genre dans la région ;
- Engagera le dialogue avec les gouvernements et avec les institutions régionales et intergouvernementales sur les questions relatives aux droits des femmes et à l'égalité des genres ;

- Soutiendra et encouragera des campagnes régionales et nationales visant à obtenir des droits égaux pour les femmes et pour les hommes dans la législation et dans la pratique ;
- Soutiendra le combat des défenseurs des droits des femmes pour l'égalité des genres dans les pays en transition ou dans lesquels des réformes législatives, politiques, sociales ou économiques sont en cours ;
- Contribuera à la protection des défenseurs des droits des femmes victimes de mesures et de pratiques discriminatoires ;
- De façon générale, fera le lien avec les autres acteurs pertinents (mouvements sociaux, parlementaires, agences et fondations, syndicats, partis politiques) ;
- Appuiera le travail d'intégration de la dimension genre dans la région et dispensera des formations sur ce thème, y compris au sein du REMDH.

L'objectif général du REMDH au cours des 6 prochaines années sera, en s'appuyant sur son travail antérieur, de renforcer son rôle de point focal régional pour les ONG engagées dans la défense des droits des femmes et de l'égalité des genres. Le REMDH entend devenir une source majeure d'expertise et d'éveil des consciences sur les situations et les dynamiques qui affectent négativement les droits des femmes et l'égalité des genres dans toute la région, et sur les relations interrégionales dans ce domaine. Il sera une source de propositions concernant les politiques relatives aux droits des femmes, à l'égalité des genres et l'intégration de la dimension genre, et le soutien aux activistes des droits des femmes et à leurs actions au niveau régional et national.

3.2.4 Lutte contre la discrimination

Un élément essentiel des normes et des valeurs droits de l'Homme, en d'autres termes d'une véritable culture des droits de l'Homme, est le refus de toute discrimination fondée sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion ou l'absence de religion, l'origine nationale ou sociale, la propriété, la naissance ou tout autre critère.

Il existe dans la région EuroMed des débats commun qui on trait à la discrimination et la lutte contre les discriminations et qui se sont notamment concentrés autour de la question de la liberté de conscience et de la liberté de pratiquer ou de ne pas pratiquer une religion donnée, laquelle, à son tour, concerne la question des discriminations fondées sur la religion ; D'autres sujets, liés aux questions précédentes bien que relevant d'une législation différente, concernent la diffamation à l'encontre des religions et la protection des minorités contre des pratiques discriminatoires - les questions relatives aux droits liés à la sexualité occupant également une place de plus en plus importante dans le débat public.

La persistance des tendances xénophobes dans la région est un autre sujet de préoccupation, qui est lié à la question des pratiques discriminatoires. Là encore, ces tendances sont étroitement liées à l'existence d'idées fausses et de stéréotypes concernant l'Islam et les Arabes qui façonnent les identités en Europe, tandis que les idées reçues et les stéréotypes à propos de l'Occident ont exactement la même fonction dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée.

Le REMDH s'efforcera à l'avenir de jouer un rôle dans le débat portant sur ces questions. Ainsi, il :

- Surveillera de manière générale les pratiques discriminatoires dans la région ;
- Surveillera la situation de la liberté de conscience, encouragera un débat régional sur ce droit et soutiendra des campagnes organisées dans ce domaine ;
- Sensibilisera l'opinion sur les tendances communes à l'œuvre dans la région en matière de xénophobie, de stéréotypes et de stigmatisation de l'autre en tant qu'« ennemi » ;

- Engagera le dialogue avec les gouvernements et les institutions régionales et intergouvernementales sur les questions relatives à la lutte contre la xénophobie et contre les attaques visant les minorités ;
- Soutiendra les activités conduites au niveau national dans le but d'éveiller les consciences sur les pratiques discriminatoires et de combattre la xénophobie ;
- Soutiendra les activistes des droits de l'Homme victimes de mesures et de pratiques discriminatoires ;
- Plus généralement, établira des contacts avec d'autres acteurs pertinents (mouvements sociaux, parlementaires, agences et fondations, syndicats, partis politiques) ;
- Examinera systématiquement toutes les activités sous l'angle de l'égalité des genres et intégrera la dimension genre si nécessaire.

L'objectif général du REMDH au cours des six prochaines années sera de confirmer sa position de pôle majeur pour les ONG engagées dans la lutte contre la discrimination et la xénophobie, et de source régionale d'expertise, de sensibilisation et d'initiatives sur les questions transrégionales relatives à la liberté de conscience, à la diffamation, à la xénophobie, aux stéréotypes et aux pratiques discriminatoires. L'un des objectifs importants à cet effet sera d'identifier comment ces questions sont liées entre elles au niveau régional.

3.2.5 Droits des migrants et des réfugiés

On oublie souvent, en particulier dans les débats qui ont lieu en Europe, que la région MOAN est la celle au monde qui reçoit le plus de réfugiés par habitant, et ce n'est que récemment que le Sud et l'Est de la Méditerranée ont été reconnus comme constituant non pas seulement une région d'origine des migrants mais également une région d'accueil.

Il n'est pas tout à fait approprié de mettre l'Europe et le Sud et l'Est de la Méditerranée sur le même plan en matière de régime de droits accordés aux migrants et aux réfugiés, car les régimes dans le Sud sont fortement discriminatoires, voire inexistantes. De même, il n'y a dans le Sud que peu d'ONG dotées de la capacité de travailler de façon systématique dans ce domaine

Toutefois, les régimes de protection en Europe sont eux-mêmes attaqués, comme l'illustrent l'effondrement du système d'asile grec, les renvois en haute mer de migrants et réfugiés potentiels pratiqués par l'Italie, la directive européenne sur le retour, etc. Au cœur de ces développements figure la criminalisation accrue des migrants et des demandeurs d'asile, et de ceux qui portant assistance aux migrants, demandeurs d'asile et réfugiés dans le besoin.

Les évolutions des tendances migratoires au cours de ces dernières années, combinées à l'externalisation de la gestion des migrants et des réfugiés par l'Europe, symbolisée par le renforcement de l'Agence Frontex, fait de la question de la protection des migrants, des demandeurs d'asile et des réfugiés sans papiers un problème de droits de l'Homme qui concerne toute la région

The fact that millions of migrants residing in Europe originates from the South and East Mediterranean, that they are main sources of foreign currency income for their countries of origin, and that their 'integration' or mere existence has become a focal issue in European policy and identity making also intimately links the region together.

Le fait que des millions de migrants originaires du Sud et de l'Est de la Méditerranée résident en Europe, qu'ils constituent les principales sources de devises étrangères pour leurs pays d'origine et que leur « intégration » ou leur simple existence soient devenues un thème central définissant les politiques et l'identité européenne crée un lien intime au niveau de toute la région.

Il est donc logique de travailler au niveau régional sur l'externalisation des politiques européennes de gestion des migrations et sur les régimes de protection (ou plutôt sur l'absence de ces régimes) dans

le Sud. Ce travail inclut la question des accords de réadmission, l'interception et le refoulement en haute mer, ou aux frontières de l'Europe et du Sud de la Méditerranée.

Il est également judicieux de soutenir le travail destiné à protéger et à promouvoir les droits civils, économiques, sociaux et culturels des migrants et des réfugiés, y compris leur liberté de circulation.

S'appuyant sur ses réalisations passées, le REMDH développera son travail régional sur la question des migrations et des réfugiés au plan régional, de manière à :

- Renforcer le travail en réseau au sein des ONG de la région EuroMed qui travaillent sur les droits des migrants, des demandeurs d'asile et des réfugiés ;
- Appuyer l'établissement de nouvelles ONG travaillant dans ce domaine là où elles font défaut ;
- Surveiller les relations de l'UE avec ses partenaires du Sud et Est de la Méditerranée, en particulier les accords de réadmission, la coopération en matière de contrôle des frontières et le travail de Frontex, y compris en organisant des missions de terrain lorsque des informations précises ne sont pas disponibles ;
- Plaider pour un changement des législations et pratiques en matière de migration et d'asile dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée, lorsque cela est nécessaire ; soutenir et encourager le travail des ONG locales dans ce domaine par le biais de la formation ;
- Engager le dialogue avec les gouvernements et les institutions de l'UE sur les questions relatives aux droits de l'Homme, aux migrations, aux réfugiés et aux demandeurs d'asile ;
- Mener des actions de protection lorsque des migrants, des demandeurs d'asile ou des réfugiés courent un danger immédiat ;
- De façon générale, faire le lien avec les autres acteurs pertinents (mouvements sociaux, parlementaires, agences et fondations, syndicats, partis politiques) ;
- Examiner systématiquement toutes les activités sous l'angle de l'égalité des genres et intégrer la dimension genre si nécessaire.

L'objectif général du REMDH au cours des 6 prochaines années sera, en s'appuyant sur son expérience passée, de devenir un point focal essentiel pour les ONG de défense des droits de l'Homme œuvrant dans le domaine des droits des migrants, des demandeurs d'asile et des réfugiés sous l'angle de l'interaction entre les pays d'Europe et les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée. Le REMDH entend devenir une source majeure d'expertise, de sensibilisation et d'initiative politique dans le domaine de la protection des migrants, des demandeurs d'asile et des réfugiés, à même d'influencer les débats transrégionaux sur des sujets qui concernent à la fois l'Europe et le sud-est de la Méditerranée. L'objectif est aussi d'assister les organisations de société civile émergentes du Sud et l'Est de la Méditerranée, afin qu'elles soient en mesure d'agir sur la protection des migrants et des réfugiés et d'influencer les débats nationaux.

3.2.6 Droits économiques et sociaux

Les données économiques laissent apparaître d'énormes écarts entre l'Europe et le Sud et l'Est de la Méditerranée (à l'exception d'Israël et de la Turquie). Ces écarts, qui n'ont pas été réduits par le Processus de Barcelone, risquent au contraire d'augmenter avec l'ouverture des marchés du Sud et de l'Est de la Méditerranée au libre-échange. En même temps, différentes formes de mécontentement social dans le Sud et en Europe se sont manifestées au cours des dernières années, prenant leur place parmi les questions clés qui ont engendré les révolutions, les soulèvements et les mouvements de protestation dans la région.

Les économies européennes et des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée sont intrinsèquement liées et, dans les deux zones, des organisations de la société civile et des mouvements sociaux

travaillent sur les questions économiques et sociales. Cependant, il n'a toujours pas été possible de travailler de concert sur les droits économiques et sociaux. Les syndicats ont, en général, peu de contacts avec les ONG et sont confrontés à divers problèmes dans plusieurs pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée. Les organisations des droits de l'Homme du Sud ont historiquement été établies dans un contexte de lutte pour les droits politiques et civils plutôt que pour les droits économiques et sociaux, tandis que les ONG du Nord qui traitent des problèmes économiques et sociaux du Sud et de l'Est de la Méditerranée avaient une approche développementale, et n'ont que récemment intégré la perspective des droits de l'Homme dans leur travail. De plus, beaucoup d'acteurs européens importants dans le domaine du développement sont des organisations donatrices qui, malgré des efforts pour établir un partenariat d'égal à égal, sont *de facto* engagés dans des relations asymétriques.

Depuis plusieurs années, les droits économiques et sociaux sont inscrits dans le programme de travail du REMDH sans que ce dernier ne soit parvenu à aller au-delà de simples actions ponctuelles. Eu égard à l'importance de cette question, qui est également liée aux problèmes de corruption et qui a notamment un impact sur la situation politique, le REMDH la considère désormais comme une priorité. Le REMDH entend donc :

- Promouvoir la recherche et la cartographie des relations économiques et sociales entre l'UE, ses pays membres et ses partenaires méditerranéens, y compris les acteurs privés, et stimuler les débats sur l'impact de ces relations sur les droits économiques et sociaux des populations, notamment sur les flux migratoires ;
- Stimuler le travail des organisations locales des droits de l'Homme sur le lien entre les politiques économiques et sociales des gouvernements et des acteurs privés et la jouissance par les citoyens de leurs droits. Faire en sorte que des ressources soient disponibles pour ce travail ;
- Suggérer des stratégies de plaidoyer visant l'UE et les gouvernements nationaux et ayant pour but l'intégration de la protection et promotion des droits économiques et sociaux dans leurs politiques ;
- De manière générale, faire le lien avec les autres acteurs pertinents (mouvements sociaux, parlementaires, agences et fondations, syndicats, partis politiques) ;
- Examiner systématiquement toutes les activités sous l'angle de l'égalité des genres et intégrer la dimension genre si nécessaire.

L'objectif général au cours des 6 prochaines années sera de créer et de développer un site régional pour les ONG de défense des droits de l'Homme qui travaillent sur l'impact des relations économiques et sociales régionales sur les droits effectifs sur le terrain. A cet égard, le REMDH entend devenir une source régionale majeure d'expertise, de sensibilisation de l'opinion et de propositions politiques, ainsi que de soutien aux militants des droits de l'Homme et aux mouvements sociaux qui travaillent sur ces relations.

3.3. Travail par pays

Comme indiqué plus haut, le REMDH se propose à l'avenir de poursuivre son travail régional et en même temps de répondre aux nouveaux défis par un engagement systématique et accru au niveau de son travail sur chaque pays et sur les relations bilatérales entre l'UE et chacun de ses partenaires méditerranéens.

L'objectif principal sera d'apporter un appui à ses membres dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée, sans toutefois dupliquer leur travail et en se fondant entre autres sur l'expérience accumulée grâce à son travail sur Israël, la Palestine, l'Algérie, la Syrie et la Tunisie. En même temps, le REMDH restera prêt à s'engager dans le soutien systématique de ses membres en Europe, dans les cas où la situation des droits de l'Homme se dégraderait de manière significative.

Le REMDH apportera son soutien aux membres opérant dans des pays dont la société civile est placée sous le contrôle étroit de dirigeants autoritaires et des appareils de sécurité, à ceux qui connaissent des situations de conflits ou d'occupation, et aussi à ceux qui vivent dans des pays où la société civile dispose d'une certaine marge de manœuvre mais où des lignes rouges indiquent les limites strictes à ne pas franchir en matière de jouissance des libertés publiques, et enfin à ceux opérant dans des pays engagés dans un processus populaire plus large de transition vers la démocratie. Il soutiendra les organisations de défense des droits des femmes dans leur combat pour promouvoir l'égalité des genres et les droits des femmes dans le contexte des transitions politiques marquées par la persistance des régimes de type patriarcal, un environnement socio-politique hostile aux droits des femmes et la persistance de discriminations sexistes et de violences à l'encontre des femmes.

Concrètement, le REMDH donnera la priorité et orientera spécifiquement ses actions, y compris dans le domaine du suivi et de la coordination, sur ses compétences clés en matière de travail en réseau et sur ses six domaines de spécialisation régionale.

3.3.1 En ce qui concerne les pays où la sécurité des hommes et des femmes qui défendent les droits de l'Homme est gravement compromise, le REMDH entend :

- Suivre la situation dans chaque pays, en étroite coopération avec ses membres ;
- Mettre en œuvre un travail de solidarité *ad hoc* avec les défenseurs des droits de l'Homme, en coordination avec ses membres locaux, afin de rompre leur isolement et de les encourager à développer les contacts avec des groupes de la société civile, des groupes professionnels et d'autres ONG européennes des droits de l'Homme ;
- Soutenir, à leur demande, les efforts de plaidoyer des membres au niveau national ;
- Proposer des activités de développement des capacités, dépêcher des missions lorsque des défenseurs des droits de l'Homme font l'objet de procès, et organiser des missions de solidarité ou d'enquête en cas de besoin ;
- Mobiliser le soutien des groupes de la société civile en Europe ;
- Faciliter des rencontres avec les institutions de l'UE, les États membres de l'UE et les mécanismes de l'ONU ;
- Promouvoir l'intégration de la dimension genre en tant que partie intégrante du travail en faveur des droits fondamentaux et de la démocratie.

Au cours des six prochaines années, l'objectif du REMDH sera d'apporter à ses membres, organisations et défenseurs des droits de l'Homme dans ces pays, un maximum de protection, et de les aider à développer des espaces où ils peuvent jouir de leur droit à la liberté d'expression, d'association, de réunion et de libre circulation et promouvoir les principes démocratiques. Le REMDH apportera son soutien aux activistes des droits de l'Homme en vue de placer les droits de l'Homme et les principes démocratiques au cœur du travail effectué par les mouvements sociaux.

3.3.2 En ce qui concerne les pays engagés dans un large processus participatif de transition vers la démocratie ou dans d'autres processus fondamentaux de réforme des lois et des institutions, le REMDH entend :

- Assurer, en étroite coopération avec ses membres, le suivi de la situation dans chaque pays, et intervenir, le cas échéant, lorsque le travail local demande à être amplifié ;
- Soutenir, à leur demande, les efforts de plaidoyer des membres au niveau national ;
- Mettre à disposition les connaissances et l'expertise acquises dans le cadre de son travail thématique (par le biais de missions, de séminaires, etc.) ;

- Servir d'interface, si nécessaire et en coordination avec ses membres, entre la société civile locale et régionale, notamment avec les activistes de pays qui connaissent des changements analogues ;
- Faciliter l'accès aux instruments des institutions de l'UE, des États membres de l'UE et de l'ONU lorsqu'il est nécessaire d'amplifier le plaidoyer local ou de donner une dimension internationale au travail local.

L'objectif général au cours des 6 prochaines années sera de contribuer au renforcement et à l'expansion du travail des organisations et des défenseurs des droits de l'Homme en matière de suivi des droits fondamentaux, propositions et recommandations politiques pour les réformes à mener à bien dans leurs pays. Le REMDH contribuera à placer les activistes des droits de l'Homme au premier plan des débats nationaux sur la bonne gouvernance et la réforme en vue d'y ancrer les principes des droits de l'Homme et de la démocratie, notamment le respect de l'égalité hommes-femmes et la non-discrimination.

3.3.3 Tel que mentionné dans la partie 3.2.2 ci-dessus, une troisième partie du travail du REMDH consistera à développer les activités portant sur les *situations de conflit et le respect du droit international humanitaire (DIH)*.

PARTIE 4 : Méthodologie et soutien des membres

Ainsi que mentionné plus haut, la mission du REMDH est de promouvoir et de renforcer les droits de l'Homme et la réforme démocratique dans le cadre de son mandat régional, par le biais du travail en réseau et de la coopération au sein de la société civile. Le Réseau s'efforce de développer et de consolider les partenariats entre les ONG de la région EuroMed, de disséminer les valeurs des droits de l'Homme et d'améliorer les capacités dans ce domaine.

Pour mener à bien cette entreprise, le Réseau a choisi de recourir à un certain nombre de méthodes de travail liées les unes aux autres : groupes de travail, renforcement des capacités, plaidoyer, communication, partenariats. Les grandes lignes de ces méthodes sont décrites ci-dessous.

4.1 Groupes de travail

Le travail en réseau, qui est et restera au cœur du travail et de l'identité du REMDH, a pour but de renforcer la capacité de ses membres à agir et interagir dans le contexte de la région. La capacité du REMDH à rassembler des défenseurs des droits de l'Homme issus de tous les horizons de la région EuroMed, du Maghreb, du Machrek et d'Europe, est l'une de ses principales forces et valeurs ajoutées.

Le réseautage permet de transférer les savoirs et les expériences d'un membre à un autre et de développer des positions communes et de nouveaux partenariats et initiatives.

L'une des façons de stimuler le travail en réseau est de réunir des défenseurs de toute la région en groupes de travail, une méthode qui a apporté au REMDH d'excellents résultats. L'expérience passée a démontré que les groupes de travail, au mieux de leur fonctionnement, permettent d'améliorer la compréhension interculturelle et la coopération entre le Nord, l'Est et le Sud de la Méditerranée, de développer la capacité des participants à travailler sur les droits de l'Homme grâce au partage d'expériences, d'amener de nouveaux contacts et de nouveaux partenaires, d'accroître la capacité des participants à opérer dans un contexte régional, notamment auprès des instances intergouvernementales, et d'augmenter le sentiment d'appropriation vis-à-vis du REMDH.

En se fondant sur son expérience des groupes de travail, le REMDH développera diverses formes d'interaction entre ses membres.

Les *Groupes de travail régionaux* seront au centre du travail thématique régional du REMDH. Le but principal, ici, est de permettre à des membres et partenaires issus d'un grand nombre de pays d'aborder des questions d'intérêt régional. Le REMDH souhaite établir/développer des groupes de travail régionaux consacrés aux thèmes énumérés ci-dessus.

Au niveau de chaque pays, la méthode du groupe de travail sera adaptée au contexte spécifique de chaque pays. Dans les pays où les défenseurs des droits de l'Homme courent de graves dangers et ceux où la guerre et les conflits se poursuivent, le REMDH mènera son travail par le biais de *Groupes de solidarité*, constitués de manière *ad hoc* et composés pour l'essentiel de membres locaux et de partenaires, auxquels s'ajoutent des membres et partenaires du Réseau, extérieurs au pays concerné.

Dans les situations où les défenseurs des droits de l'Homme disposent d'espaces plus larges pour leur travail au niveau national et international, la forme exacte des interventions du REMDH fera l'objet d'un accord avec les membres locaux et les partenaires. Une option possible serait que le REMDH offre des *interfaces*, c'est-à-dire des réunions et des ateliers qui permettraient aux défenseurs, membres et partenaires locaux de se rencontrer et d'échanger avec des membres et partenaires du REMDH appartenant à d'autres pays.

Les groupes de travail régionaux, les groupes de solidarité et les interfaces constitueront des lieux importants pour le développement des politiques et des initiatives du REMDH. Ils offriront aussi l'occasion d'élaborer des campagnes régionales, de suggérer des initiatives de renforcement des capacités, etc. Le REMDH s'efforcera de fournir à ces groupes des ressources suffisantes pour leur permettre d'entreprendre des missions de solidarité et d'observation de procès, des études et des rapports, ainsi que des activités de plaidoyer et des formations spécialisées.

Une partie du travail mené par les groupes visera à examiner systématiquement toutes ses activités sous l'angle de l'égalité entre les genres et, le cas échéant, d'y intégrer la dimension genre avant la phase de conceptualisation ou de mise en œuvre de chaque action. Le groupe fera en sorte de respecter la parité entre les genres dans ses missions et ses réunions. Le REMDH fera également en sorte que les jeunes activistes des droits de l'Homme soient représentés dans ses activités.

Dans la mesure où l'une des tâches essentielles des groupes de travail est d'organiser des stratégies et des actions de plaidoyer ainsi que de mettre en place un contexte de soutien mutuel, les participants seront choisis en fonction de leurs connaissances et de leurs expériences propres à améliorer la capacité du groupe et sa valeur ajoutée, et selon le degré dont les activités du GT s'inscrivent dans les priorités de l'organisation membre. En cas de besoin, le REMDH s'efforcera d'intégrer des organisations non-membres dans les groupes de travail, afin de renforcer leur composition, pour le plus grand profit des participants aux groupes de travail et du REMDH en général.

4.2 Activités de renforcement des compétences du REMDH

Les groupes de travail sont, par définition, des lieux de renforcement des capacités, et les activités suggérées ci-dessus fourniront au REMDH et à ses membres un certain nombre d'atouts permettant d'influencer les politiques et de sensibiliser l'opinion sur les problèmes de droits de l'Homme et de démocratie dans la région, de promouvoir le travail en réseau et la coopération au sein de la société civile, de développer les capacités et de protéger les membres en danger. Toutefois, elles ne couvrent pas entièrement les besoins de formation exprimés par les membres du Réseau.

Le questionnaire sur la stratégie adressé aux membres du REMDH en 2010 fait apparaître des besoins en formation concernant toute une série de domaines pour lesquels le REMDH était considéré comme particulièrement bien placé pour y répondre : a) lobbying et plaidoyer auprès des institutions de l'UE, b) informations sur les conventions internationales sur les droits de l'Homme et les organes de traités ; c) intégration de la dimension genre (*'gender mainstreaming'*) ; d) législation et politiques relatives aux migrations et à l'asile ; e) éducation aux droits de l'Homme ; f) informations sur la région EuroMed.

À cet effet, le REMDH mettra en œuvre des activités de renforcement des capacités, par exemple en proposant des cours ou des modules de formation à ses membres sur les sujets mentionnés ci-dessus⁴. Ces formations, organisées au niveau national ou régional, s'adresseront en particulier aux organisations souhaitant des connaissances supplémentaires ou une remise à niveau générale sur certains sujets. Les programmes de formation se fonderont sur l'expertise des organisations membres, du personnel du REMDH et des personnes ressources. Ces formations ne seront pas seulement l'occasion d'un apprentissage interactif, elles permettront aussi le réseautage. Avec le temps, de nouvelles thématiques pourront émerger à partir du travail du REMDH au niveau national et régional (dans le domaine, par exemple, des droits socio-économiques ou de la réforme législative et judiciaire). Des cours spéciaux pourraient cibler spécifiquement les jeunes activistes des droits de l'Homme.

4.3 Plaidoyer

Le REMDH, grâce à son travail national et régional, soutiendra ses membres dans leurs efforts de plaidoyer au niveau national ou au niveau régional.

En tant que réseau d'organisations de la région EuroMed, l'objectif général du REMDH en matière de plaidoyer est de faire en sorte que ses politiques et recommandations, ainsi que celles de ses membres, soient effectivement prises en compte dans les politiques et pratiques des institutions de l'UE, des États membres de l'UE et de leurs partenaires du Sud et de l'Est de la Méditerranée.

L'UE, à bien des égards, a déçu les activistes des droits de l'Homme en raison de la faiblesse de sa politique étrangère et de son manque d'initiative dans le domaine des droits de l'Homme. Néanmoins, l'UE et ses États membres constituent toujours l'un des acteurs en politique étrangère les plus importants au monde et, s'étant engagée par ses propres traités à respecter les droits de l'Homme, elle comprend parmi ses acteurs des alliés potentiels,

Le REMDH est désormais connu et respecté pour son travail auprès des institutions de l'UE et pour la valeur ajoutée qu'il représente pour le travail sur les droits de l'Homme. Cet aspect est conforté par les réponses des membres au questionnaire sur la stratégie.

Le REMDH continuera donc son travail sur la dimension des droits de l'Homme dans les cadres généraux et les politiques de coopération de l'UE, en particulier la Politique européenne de voisinage, et renforcera son travail sur les relations bilatérales entre l'UE et ses voisins du Sud de la Méditerranée.

Toutefois, l'expérience a montré que l'UE, après le Traité de Lisbonne, demeure un acteur faible et souvent divisé en matière de politique étrangère, affligé d'une lourde bureaucratie qui l'empêche de réagir efficacement vis-à-vis des pays tiers. Les relations bilatérales de certains États membres de l'UE avec le Sud et Est de la Méditerranée sont à bien des égards aussi importantes que celles des institutions européennes quand il s'agit par exemple du soutien aux régimes, des migrations, des relations commerciales, de l'aide au développement, des sujets qui concernent tous la vie quotidienne des citoyens. Le REMDH donnera donc une priorité croissante au plaidoyer auprès des États membres plutôt qu'au lobbying à Bruxelles, et s'efforcera à cet effet de stimuler et de soutenir les actions de plaidoyer de ses membres.

En raison des changements intervenus dans la région, et compte tenu de l'intensification du travail du REMDH au niveau de chaque pays, le plaidoyer et le dialogue avec les gouvernements du Sud tiendront aussi une part de plus en plus grande dans les actions du Réseau.

Enfin, pour renforcer son travail en matière de plaidoyer, le REMDH envisagera de nouvelles voies. Il développera ses activités vis-à-vis du système onusien des droits de l'Homme, et suivra à cet effet attentivement le calendrier de l'ONU afin d'identifier les opportunités 1) de renforcer le travail du REMDH au niveau national ; et 2) d'influer sur les relations de l'UE et des États membres avec leurs partenaires de la Méditerranée. En d'autres termes, la pertinence des actions de plaidoyer à Genève

⁴ Le REMDH peut proposer à ses membres des formations dans d'autres domaines, selon les besoins exprimés.

sera évaluée en fonction de leurs effets éventuels sur le renforcement du plaidoyer du REMDH concernant les questions de droits de l'Homme dans la région EuroMed.

4. 4 Communication

L'objectif général de la communication externe du REMDH est de diffuser efficacement les informations relatives aux activités et aux préoccupations du Réseau et de ses membres et de les communiquer aux médias, aux décideurs et aux groupes de société civile.

Depuis longtemps, le souhait des membres est que le REMDH renforce ses capacités en matière de communication externe. Les activités de plaidoyer du REMDH bénéficient d'un travail en parallèle avec la presse européenne et arabe, et les activités du Réseau auraient tout intérêt à être mieux connues du grand public. A cet égard, il est crucial d'intégrer une dimension communication à toutes les activités du REMDH, y compris celles qui ciblent les décideurs.

Pour y parvenir, le REMDH renforcera le personnel en charge de la communication et intégrera l'aspect communication externe de son travail à toutes les étapes de la planification, afin d'assurer un maximum de visibilité au REMDH et à ses membres.

Le REMDH maintiendra et développera son site Internet, y compris les réseaux sociaux et les outils audiovisuels ; il maintiendra un service d'information régulier, et continuera de faire connaître les activités, les rapports, les déclarations et les communiqués de presse de ses membres. Il renforcera la communication sur les activités du Réseau en diffusant des bulletins d'information réguliers auprès de ses membres et d'autres publics intéressés. Il apportera son soutien à des campagnes lorsque les membres l'auront décidé.

Enfin, le REMDH renforcera son travail de communication interne, de façon à ce que ses membres soient informés en temps voulu sur leurs activités mutuelles et sur celles du secrétariat et du comité exécutif du REMDH. À cette fin, les aspects de la communication interne seront inclus dans toutes les phases de la planification ; par ailleurs, des bulletins d'information interne couvrant les activités du Réseau et de ses membres seront diffusés.

Afin de permettre d'établir un profil de communication à la fois pertinent et répondant aux besoins actuels, la stratégie de communication du Réseau fera l'objet d'un document distinct pour la période 2012-2013.

4.5 Membres et partenariats

L'objectif général du REMDH est de contribuer à développer et à soutenir des réseaux, des plateformes ou des alliances efficaces de groupes de société civile ancrés dans les valeurs des droits de l'Homme et capables d'avoir un impact positif sur la situation de la région EuroMed.

Comme indiqué plus haut, le REMDH s'engagera systématiquement avec des partenaires à tous les niveaux de ses activités et s'efforcera d'inclure de plus en plus largement des partenaires non membres dans le travail de ses groupes de travail (groupes de solidarité, interfaces et groupes de travail régionaux) lorsqu'il leur valeur ajoutée sera jugée utile.

Le REMDH continuera de construire de larges alliances - et d'établir de nouveaux contacts - avec des ONG internationales, des groupes travaillant sur les questions d'environnement et de développement, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de la région, des forums sociaux et, le cas échéant, des groupes politiques et religieux.

De plus, il poursuivra ses consultations formelles et informelles avec ses membres associés et les associations internationales de défense des droits de l'Homme, comme Amnesty International, Human Rights Watch, la FIDH et l'OMCT. Il continuera aussi de travailler en étroite collaboration avec la Fondation euro-méditerranéenne de soutien aux défenseurs des droits de l'Homme.

A l'occasion de ses réunions/activités dans la région, il continuera d'établir des contacts avec d'autres groupes de société civile, des partis politiques, etc.

Le REMDH s'efforcera de d'être proactif dans le recrutement de nouveaux membres, notamment parmi les organisations qui travaillent sur les thématiques prioritaires pour le REMDH ; il veillera tout particulièrement à recruter de nouveaux membres dans les pays où il n'est que faiblement ou pas du tout représenté. Enfin, il s'efforcera de s'engager dans des initiatives initiées par des jeunes activistes des droits de l'Homme.

Le Réseau poursuivra sa politique de recrutement d'organisations féministes comme membres ordinaires avec pour objectif d'avoir, par pays, au moins une organisation membre pour laquelle les droits des femmes et l'égalité des genres constituent une priorité.

4.6 Administration

Le REMDH s'assurera que la structure organisationnelle du Secrétariat est adaptée à la mise en place de la stratégie de la manière la plus transparente, adéquate et efficace possible. Il allouera les ressources nécessaires permettant de restructurer le secrétariat au moment et là où le besoin s'en fera sentir.

Les activités du REMDH reposeront sur un secrétariat efficace et professionnel, doté d'un personnel sensible au dialogue interculturel, à l'intégration de la dimension homme-femme, et à l'environnement dans lequel opèrent les organisations membres du Réseau. Ce personnel mettra en œuvre les programmes du REMDH sur la base de plans de travail évolutifs, de tâches spécifiques assignées à chaque membre du personnel, et d'une réglementation en matière de salaires et de personnel conforme aux conventions et traités internationaux relatifs au travail. De plus, les conditions de travail seront réglementées par les lois sur l'emploi du pays de résidence de chaque membre du personnel, et par les accords passés entre l'employeur et les syndicats.

4.7 Évaluation

Le REMDH estime qu'il est important que ses activités soient soumises à évaluation, afin de tirer les leçons des expériences passées. En ce sens, il continuera de généraliser l'usage d'objectifs à court et moyen terme, de résultats à atteindre et d'indicateurs de réussite dans son travail, et procédera à l'évaluation de ses principales activités. L'assemblée générale de 2015 sera l'occasion d'évaluer la stratégie à mi-parcours.

4.8 Recherche de financement

Le REMDH s'efforce en permanence d'identifier et de diversifier ses sources de financement afin de mener à bien les activités décrites ci-dessus.

Les activités de recherche de financements seront basées sur les principes et objectifs suivants :

- Le REMDH accepte des financements de bailleurs publics et privés à la condition que les activités qu'ils soutiennent correspondent au mandat, à la stratégie et au programme de travail du Réseau, et seulement si le droit du REMDH d'exprimer librement ses opinions et ses politiques est respecté et si les bailleurs de fonds ne lui imposent aucune condition politique.
- Le REMDH fait en sorte qu'un même bailleur de fonds ne finance jamais plus d'un tiers des activités totales du Réseau ;
- Le REMDH cherche à constituer des fonds de réserve, avec l'accord des bailleurs de fonds, destinés à être utilisés dans les périodes de transition durant lesquelles les financements sont insuffisants.

ANNEXE A: Historique et structures du Réseau

a.1 Bref historique du REMDH

Le Réseau euro-méditerranéen des Droits de l'Homme (REMDH) a été créé comme une réponse de la société civile à la Déclaration de Barcelone, le processus qu'elle définissait et son calendrier, qui ouvrait la voie à la mise en place du Partenariat euroméditerranéen formé des pays de l'Union européenne (alors au nombre de 15), de la Commission de l'UE et de 12 pays partenaires du sud de la Méditerranée (aujourd'hui, Union pour la Méditerranée, qui compte 43 membres).

Le REMDH a été créé par un groupe de militants des droits de l'Homme tant du Nord que du Sud de la Méditerranée, déjà engagés dans la défense des droits de l'Homme avant la Déclaration de Barcelone, lors d'une rencontre à l'Institut danois des droits de l'Homme¹ à Copenhague en janvier 1997. Ces militants de la première heure considéraient ces accords comme un cadre utile pour leur travail, à savoir un contexte qui leur permettrait de se réunir, de promouvoir et de protéger les principes internationaux des droits de l'Homme, et de renforcer et développer les valeurs de coopération et de dialogue dans la sphère culturelle, sociale et économique.

Le sentiment général était que la création d'un réseau constituerait un appui important aux efforts qui seraient faits en faveur des droits de l'Homme dans le cadre du Processus de Barcelone, et permettrait une prise de contact bénéfique entre les diverses ONG de la région.

L'assemblée générale constitutive s'est tenue à Copenhague² en présence de représentants de 49 organisations de la région euro-méditerranéenne. Elle a procédé à l'élection d'un comité exécutif et adopté des statuts, ainsi qu'un plan d'action qui privilégiait la liberté d'expression, de réunion et d'association, et les droits des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile.

En 1999, le Réseau a été l'un des coorganisateur de la Conférence du Forum civil EuroMed sur les droits de l'Homme et la société civile à Stuttgart, dans le cadre du Sommet ministériel du Partenariat. Cette rencontre a permis au REMDH de faire ses preuves en mobilisant la communauté euro-méditerranéenne des droits de l'Homme et en faisant la promotion des droits de l'Homme dans le cadre du processus de Barcelone.

Début 2000, le REMDH a bénéficié d'un important financement de l'UE. Lors de sa quatrième assemblée générale à Marseille, un nouveau plan d'action a été adopté, qui fixait comme priorités l'ouverture d'un bureau à Bruxelles, le développement de mécanismes régionaux de protection des droits de l'Homme et le renforcement du Forum civil EuroMed.

En outre, l'accent était mis sur les activités régionales et thématiques concernant la liberté d'expression, de réunion et d'association et les défenseurs des droits de l'Homme ; les droits de la femme ; la justice ; les réfugiés et droits à l'autodétermination ; les droits des migrants et des demandeurs d'asile ; l'éducation aux droits de l'Homme ; les droits économiques et sociaux.

À l'occasion de sa 7^e Assemblée générale, qui s'est tenue du 12 au 14 mai 2006 à Madrid, les membres du REMDH ont adopté la première stratégie, qui a ensuite été actualisée et présentée à la 8^e Assemblée générale, réunie à Barcelone les 12-14 décembre 2008. L'actuelle stratégie a été rédigée à partir de l'ancienne, et des résultats de son évaluation.

Aujourd'hui, le Réseau est parvenu à établir sa crédibilité auprès de la société civile dans la région, et auprès des représentants des instances gouvernementales et intergouvernementales. Il bénéficie

¹ Dénommé à l'époque le Centre danois des Droits de l'Homme. Les fondateurs étaient Morten Kjaerum et Said Essoulami. Les participants étaient issus de l'Institut arabe des Droits de l'Homme, le Centre danois des Droits de l'Homme, le Conseil néerlandais pour les réfugiés, l'Organisation égyptienne des Droits de l'Homme, Le Conseil européen sur les réfugiés et les exilés, l'Institut euro-méditerranéen des migrations et du droit d'asile, la Ligue française des Droits de l'Homme, le Comité grec pour la solidarité internationale et démocratique, Al Haq, le Comité Helsinki italien, le Centre des Droits de l'Homme de l'Université d'Essex, l'Organisation marocaine des Droits de l'Homme, l'Académie d'Aabo, Mme Saeda Kilani, M. Saad Djebbar.

² Avec le soutien financier de DANIDA.

d'une très bonne image auprès des institutions de l'UE, et d'une influence significative sur les politiques concernant les droits de l'Homme au niveau régional.³

a. 2 Membres du REMDH

Le REMDH s'est considérablement développé depuis sa fondation. Il compte désormais 88 membres, répartis dans 30 pays⁴, qui constituent une gamme très diverse d'organisations de défense des droits de l'Homme et des droits des femmes, des organisations de migrants, des conseils de réfugiés, des institutions des droits de l'Homme, des centres de recherche et des adhérents à titre individuel. Cette diversité au niveau des engagements et des perspectives est l'une des principales valeurs ajoutées du Réseau.

Actuellement, les membres du Réseau se répartissent en deux catégories⁵:

1. **Membres ordinaires** – Ces organisations travaillent au niveau local ou régional dans un pays du PEM – environ 3/4 des membres sont des membres ordinaires;
2. **Membres associés** – Ce sont des organisations basées dans un pays extérieur au PEM, des organisations internationales ou des organisations dont le mandat ne répond pas exactement aux objectifs du REMDH. Les membres associés prennent part à l'Assemblée générale, mais n'ont pas le droit de vote – environ 1/7 des membres sont des membres associés ;

L'adhésion au REMDH s'effectue par voie d'une procédure d'adhésion officielle. Le Comité exécutif consulte ses membres avant de faire une recommandation à l'Assemblée générale, qui se prononce en dernier ressort sur l'adhésion.

Pour être habilitée à devenir membre, une organisation doit travailler sur des questions touchant les droits de l'Homme pertinentes pour la région. Elle doit également être sans couleur politique et indépendante des autorités étatiques.

Le REMDH attache une grande importance au respect de « l'équilibre » géographique au sein du Réseau.

a.3 Structure et instances du REMDH

Les instances du REMDH ont pour but de promouvoir la prise de décision démocratique, la transparence, la participation et le travail en réseau.

- **L'Assemblée générale** se réunit tous les trois ans – Elle approuve et adopte les statuts, les plans d'action, les programmes de travail pluriannuels, les budgets et les rapports financiers.
- **Le Comité exécutif**, élu par l'Assemblée générale, est formé de douze membres⁶ au plus, dont une moitié de citoyens des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée, et une moitié de

³ Ce qui a été noté dans évaluations du REMDH. Voir, entre autres, les trois rapports d'évaluation du REMDH sur le site du Réseau www.euromedrights.net: EU Evaluation of the EMHRN, 2003, EuropeAid/ ME8/B77050/IB/1999/0283B; DANIDA Evaluation of the EMHRN, 2004 - DANIDA, mars 2005; DANIDA/SIDA/ AidCO Evaluation of the EMHRN, janvier 2009

⁴ Algérie, Allemagne, Autriche, Belgique, Chypre, Danemark, Égypte, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Grèce, Irak, Irlande, Israël, Italie, Jordanie, Liban, Libye, Malte, Maroc, Norvège, Pays-Bas, Palestine, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Syrie, Tunisie, Turquie.

⁵ Le REMDH compte aussi des membres honoraires. Il s'agit des personnes qui étaient adhérentes à titre individuel jusqu'à l'AG 2008. Seuls les anciens membres du Comité exécutif sont aujourd'hui habilités à devenir membres honoraires. Les membres honoraires peuvent assister à l'Assemblée générale et prendre part aux activités du REMDH. Ils payent une cotisation. Ils n'ont pas le droit de vote.

⁶ Les membres élus lors de l'Assemblée générale de Barcelone en 2008, sont Kamel Jendoubi (Comité pour le respect des libertés et des droits humains en Tunisie, Tunisie), Wadih-Ange Al-Asmar (Solidà, Liban), Maysa Zorob (Al-Haq, Palestine), Magali Thill (Acsur, Espagne), Moataz Al-Feghery (Institut d'études des Droits de l'Homme du Caire, Égypte), Lone Lindholt (Danish Institute for Human Rights, Danemark), Marie Lavrentiadou (Greek Committee for International Democratic Society), Michel Tubiana (Ligue des Droits de l'Homme, France). Daniel Saoud (CDF Syrie), Mustafa Emrah Seyhanlioglu (IHD, Turquie)

citoyens des pays de l'UE. Le comité exécutif exécute les décisions de l'Assemblée générale et administre les affaires du Réseau entre les convocations de l'Assemblée générale. Il supervise également les activités du secrétariat.

- **Groupes de travail** - En plus des instances régulières, le Réseau a mis sur pied des groupes de travail thématiques au sein desquels les membres se réunissent régulièrement pour conseiller le REMDH, mettre en commun leurs expériences, élaborer des politiques communes, conduire des projets communs et développer les compétences.
- **Le siège du Secrétariat** est basé à Copenhague, mais l'essentiel du personnel, aujourd'hui, se trouve dans les bureaux d'Amman, de Bruxelles et de Paris, les points focaux du Caire et une mission en Tunisie. Le secrétariat met en œuvre les décisions du Comité exécutif, et facilite la bonne marche du Réseau. Il est également chargé de la communication interne.

Par ailleurs, le Réseau a créé et héberge **La Fondation euro-méditerranéenne de soutien aux défenseurs des droits de l'Homme** – dont l'objectif est de répondre aux besoins des organisations des droits de l'Homme et d'apporter une aide financière flexible et à une petite échelle aux défenseurs et aux organisations des droits de l'Homme. L'Assemblée générale du REMDH est le Conseil représentatif de la Fondation⁷.

a. 4 Langues de travail du REMDH

Les langues de travail du REMDH sont l'anglais, l'arabe et le français.

a. 5 Financement et audit

Le REMDH reçoit des fonds de plusieurs donateurs gouvernementaux, intergouvernementaux et privés. Les comptes du REMDH sont soumis une fois à un audit rédigé par un auditeur indépendant et soumis à l'approbation de l'Assemblée générale.

⁷ Le REMDH a aussi initié (et hébergé entre 2002 et 2005) la Plate-forme non gouvernementale Euro-Med, une coalition élargie d'organisations de société civile concernées par les questions afférentes au Processus de Barcelone (droits de l'Homme, syndicats, culture, environnement, migrations, etc.) et le Réseau des ONG danoises lié à l'Initiative arabe (2005-2007).

ANNEXE B: Objectifs du REMDH d'après les Statuts

Article 2

2.1 Dans le cadre du partenariat euro-méditerranéen défini par la déclaration de Barcelone, signée le 10 novembre 1995 et les textes suivants et de la coopération entre l'Union Européenne et les pays méditerranéens concernés, les objectifs du REMDH sont les suivants :

2.2

- Soutenir et diffuser au sein des États concernés les principes universels des Droits de l'Homme tels qu'ils sont consacrés par tous les instruments internationaux.
- Agir en faveur du développement des institutions démocratiques ainsi que de la promotion de l'État de droit, en particulier la liberté d'association, l'égalité entre hommes et femmes, le développement durable et le respect des droits économiques et sociaux. Le REMDH lutte contre les traitements inhumains et dégradants et la torture, le racisme et l'antisémitisme et contre toute discrimination fondée sur l'origine, le sexe, la situation de famille, la grossesse, l'apparence physique, le patronyme, l'état de santé, le handicap, les caractéristiques génétiques, l'orientation sexuelle, l'âge, les opinions politiques, les activités syndicales, l'appartenance ou la non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée. Il lutte contre les crimes de guerre et contre les crimes contre l'Humanité.
- Appuyer les organisations non gouvernementales existantes, la création d'organisations non gouvernementales indépendantes et autonomes, renforcer la capacité d'action de la société civile et soutenir, assister et coordonner les efforts de ses membres.
- Apporter aide et protection aux défenseurs des droits de l'Homme dont les droits sont violés.
- Promouvoir l'éducation aux droits de l'Homme et agir en faveur de la paix et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.
- Encourager le dialogue et la solidarité entre les peuples et les cultures.

2.3 Afin de réaliser ses objectifs, le REMDH :

- Intervient auprès des États concernés et des institutions européennes afin de faire respecter les principes ci-dessus énoncés.
- Intervient auprès des États concernés et des institutions européennes afin que le partenariat euro-méditerranéen mette en œuvre concrètement les principes ci-dessus énoncés.
- Collecte et diffuse auprès des États concernés, des institutions européennes et des opinions publiques les informations relatives à la situation des droits de l'Homme et de l'état de droit.
- Émet les recommandations qui lui paraissent nécessaires pour faire progresser la mise en œuvre des principes ci-dessus énoncés.
- Peut agir par la voie judiciaire si cela s'avère nécessaire.
- Entreprend les activités de recherche et de documentation pertinente et organise la publication, sous toute forme utile, de ses travaux, prises de position et recommandations.
- Collabore avec toutes les institutions internationales ou régionales, publiques ou privées, dont l'activité est en lien avec les objectifs du REMDH.

ANNEXE C: Politique de genre du REMDH

Politique de genre du REMDH

1. Contexte politique

1.1. Les conventions internationales des droits humains, et notamment la *Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes* (connue sous son acronyme anglais CEDAW) et son *Protocole facultatif*¹, reconnaissent le caractère universel, indivisible et inaliénable des droits des femmes; ces textes condamnent les inégalités basées sur le genre, et mettent en avant le besoin et l'urgence de travailler pour l'élimination des discriminations dont les femmes sont victimes.

1.2. En dépit des progrès réalisés par les instances internationales dans le domaine de la défense et de la promotion des droits fondamentaux des femmes, force est de constater que dans le monde entier, ils ne sont toujours pas respectés. En ce qui concerne la région Euro-méditerranéenne, le contexte social, politique, juridique, administratif, économique et culturel est profondément marqué par l'inégalité entre les hommes et les femmes. La prééminence des droits fondamentaux sur les revendications culturelles et religieuses est régulièrement contestée. Cette inégalité adopte certes des formes différentes et atteint des degrés qui varient selon les contextes nationaux. Elle n'en reste pas moins une constante dans toutes les sociétés de la région. Nombreuses sont les discriminations envers les femmes dans l'accès à la justice, à la défense et à la promotion de leurs droits politiques, civils, économiques, sociaux et culturels.

1.3. La violence basée sur le genre est en réalité une violence exercée par les hommes sur les femmes en tant que femmes. C'est une des plus graves discriminations dont souffrent les femmes de la région. Les taux de violence dans l'espace public et au sein de la famille sont élevés dans la région. Dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée, les difficultés d'accès à une protection effective, la légitimation socioculturelle de ces violations principalement sous prétexte de défendre « l'honneur familial », et l'impunité structurelle des agresseurs sont autant de facteurs qui favorisent la violence contre les femmes, un phénomène qui entraîne la mort de centaines de femmes chaque année dans la région. Dans les pays de la région y compris en Europe, la violence contre les femmes exige la mise en place de législations et de systèmes de prévention et protection. Une attention spéciale doit être portée aux femmes migrantes, vu leur vulnérabilité spécifique.

1.4. Les violations des droits des femmes et les inégalités persistantes et le travail des organisations féministes et celles luttant pour les droits humains, ont amené les gouvernements des pays de la région Euro-méditerranéenne à adopter en novembre 2006 une déclaration destinée à renforcer la participation des femmes dans la société, le Plan d'Action d'Istanbul. En novembre 2009, à Marrakech la conférence ministérielle de suivi de ce Plan d'Action, a convenu que « d'importants défis subsistent dans les 43 pays de l'Union pour la Méditerranée, qui empêchent les femmes de jouir pleinement, et sur un pied d'égalité avec les hommes, de leurs droits fondamentaux ». Ils se sont déclarés « convaincus que la participation, sur un pied d'égalité, des femmes et des hommes à tous les domaines de la vie économique, politique et publique constitue un élément essentiel de démocratie et de développement durable (...) et que de nouvelles mesures concrètes doivent être mises en œuvre pour atteindre cet objectif et intégrer la dimension de genre dans tous les domaines d'action, en tenant compte de la diversité de la région ».

1.5. Ces revendications rencontrent des résistances sociales, culturelles et identitaires, expressions des structures socioculturelles patriarcales qui prédominent dans le monde.

¹ Notamment, qui est un traité international élaboré par l'ONU pour encourager les États à éliminer les discriminations à l'égard des femmes, dans le droit comme dans les faits : www.un.org/womenwatch/daw/cedaw/ .

2. Concepts et définitions

2.1. La théorie de genre considère que les rôles féminin et masculin ne reposent pas sur un déterminisme biologique mais qu'ils sont une construction sociale et culturelle. Cette construction s'inscrit dans un rapport hiérarchique de domination et de supériorité des hommes sur les femmes. L'approche genre met en lumière le système patriarcal qui a monopolisé l'interprétation de la réalité sociale et de l'Histoire, qui a pensé le monde et organisé les sociétés. Les rôles attribués ont favorisé l'émergence, le maintien et l'aggravation des discriminations envers les femmes.

2.2. L'approche genre permet de mettre en œuvre des stratégies visant à l'établissement de sociétés égalitaires, qui puissent garantir le respect des droits fondamentaux de toutes et de tous. Cette approche permet de réduire les inégalités des droits et de corriger le déséquilibre de relations de pouvoir.

2.3. Pour atteindre l'égalité qui est son objectif ultime, l'approche genre préconise l'adoption de mesures d'action positive², comme les politiques de parité, les projets d'autonomisation³, etc.

2.4. L'intégration de la perspective de genre est définie par les Nations Unies en tant qu' "évaluation des incidences pour les femmes et pour les hommes, de toute action envisagée, notamment dans la législation, les politiques ou les programmes, dans tous les secteurs et à tous les niveaux. Il s'agit d'une stratégie visant à incorporer les préoccupations et les expériences des femmes aussi bien que celles des hommes dans l'élaboration, la mise en œuvre, la surveillance et l'évaluation des politiques et des programmes dans tous les domaines – politique, économique et social – de manière à ce que les femmes et les hommes bénéficient d'avantages égaux et que l'inégalité ne puisse se perpétuer. Le but ultime est d'atteindre l'égalité entre les sexes. »

3. Pourquoi une politique de genre du REMDH?

3.1. Le REMDH s'est donné pour mission la promotion et le renforcement des droits humains et des réformes démocratiques dans la région euro-méditerranéenne. Les droits des femmes sont partie intégrante des droits humains. On ne peut parler de démocratie quand la moitié de la population ne jouit pas de ses droits.

3.2. Le REMDH a explicitement affirmé son engagement dans la lutte contre les discriminations basées sur le genre, en inscrivant dans ses Statuts l'objectif de travailler pour « l'égalité entre hommes et femmes³ » (Article 2.1.).

3.3. Le REMDH a adopté des dispositions statutaires et réglementaires pour promouvoir la parité de genre au sein de ses structures et représentations⁴.

3.4. Le REMDH a aussi adopté des mesures qui contribuent à l'intégration de la dimension genre (*gender mainstreaming*) dans l'élaboration de ses politiques, plans et programmes, notamment au travail du Groupe Genre et à la participation de son-a référent-e politique aux activités du Quartet.

3.5. Le REMDH a amendé ses Statuts de manière à introduire un langage qui tienne compte du genre dans ses documents cadres.

² Le REMDH adopte la nomenclature anglophone traduite par action positive plutôt que l'expression française discrimination positive, qui constitue pratiquement un contresens.

³ « Agir en faveur du développement des institutions démocratiques ainsi que de la promotion de l'Etat de droit, en particulier la liberté d'association, l'égalité entre hommes et femmes, le développement durable et le respect des droits économiques et sociaux » (Article 2.1).

⁴ Dans ses Statuts, le REMDH indique que « tous les efforts doivent être faits pour que les instances de direction (l'Assemblée générale et le Comité exécutif) comportent un nombre égal de femmes et d'hommes » (Articles 4.1.2. et 4.2.1). Ces mêmes statuts revendiquent le principe de l'égalité des chances dans plusieurs articles relatifs aux structures du REMDH (Comité exécutif, groupe de gestion (Quartet), Secrétariat, Groupes de travail). De même, il introduit des mécanismes d'action positive comme dans l'Article 4.2.4. sur l'élection des membres du Comité Exécutif. Aussi dans son règlement intérieur, le principe de parité est mentionné pour l'élection des nouveaux membres. La participation du/de la référent politique de genre du Comité Exécutif dans le Quartet est également une mesure qui garantit le *mainstreaming*.

3.6. L'égalité de genre, la promotion des droits des femmes et leur participation à la vie publique sont des objectifs fondamentaux pour la stratégie du REMDH. L'intégration de la dimension genre et les droits des femmes ont également été reconnus comme des éléments décisifs du programme des droits humains et de la démocratisation.

3.7. Dans ce cadre, le REMDH a adopté la parité de genre. Il a décidé de nommer un-une référent-e politique chargé-e de veiller à la mise en œuvre de ces engagements.

3.8. Le REMDH a réalisé un audit de genre en 2008, qui a recommandé l'adoption d'une politique de genre. Cet audit attestait la présence du principe de l'égalité des sexes dans les documents statutaires et réglementaires du REMDH. Cependant, il regrettait l'absence d'un document cadre définissant sa politique en matière d'intégration de la parité et de l'égalité de genre, et fixant des axes stratégiques.

3.9. L'utilité de ce document cadre est de pérenniser l'engagement politique du REMDH en faveur des droits des femmes, de concrétiser son engagement pour l'égalité et la parité de genre, et de garantir l'intégration de la dimension genre dans ses principes, ses structures, ses activités et ses documents.

4. Référentiel de la politique de genre du REMDH

4.1. Les instruments et conventions internationaux relatifs aux droits des femmes, principalement la *Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes* (CEDAW) et son *Protocole facultatif*, sont les référents fondamentaux du REMDH.

4.2. Le Plan d'Action d'Istanbul et les recommandations du Rapport Alternatif du REMDH représentent des outils régionaux importants pour le plaider en faveur des femmes.

4.3. La dimension genre devra être intégrée à toutes les activités, missions, publications et rapports consacrés à la promotion et défense des droits humains par le REMDH et ses membres. Le REMDH veillera à ce que ses membres et son équipe technique reçoivent la formation et les ressources suffisantes à cet effet.

4.4. Le REMDH devra encourager ses organisations membres à garantir aux femmes et aux hommes un accès égal à la protection de leurs droits. A cette fin, le REMDH définira les cas de discrimination basée sur le genre et formulera des recommandations destinées à améliorer la protection des droits fondamentaux des femmes comme des hommes.

4.5. L'égalité de genre doit être considérée comme partie intégrante de tous les programmes, politiques et activités du REMDH. Pour garantir l'égalité, il faut intégrer la dimension genre (*gender mainstreaming*) aux structures et activités du REMDH⁵.

4.6. Contribuer à l'égalité implique qu'on reconnaisse que les mesures, programmes et projets affectent différemment les femmes et les hommes. Le REMDH devra adopter les mesures nécessaires pour analyser comment ses activités les affectent de manière différenciée (*impact de genre*).

4.7. L'autonomisation des femmes (*women empowerment*) est un facteur fondamental pour atteindre l'égalité. Le REMDH la favorisera.

⁵ Le *gender mainstreaming* (intégration des sexospécificités) signifie l'intégration de l'égalité homme-femme à tous les niveaux de la politique (*gender* pour « sexe » pris dans son acception sociale). De la planification à la mise en œuvre d'un programme, les aspects « politique de la femme » et « équité des sexes » doivent être intégrés et considérés comme une évidence (*mainstream*). Ce concept part du constat qu'aucune politique n'est neutre en ce qui a trait aux sexes. L'économie et la politique doivent contribuer à éliminer les inégalités et les injustices entre les hommes et les femmes. Le *gender mainstreaming* entend faire de l'égalité des chances la base de l'ensemble de la politique et la tâche de tous les responsables. Ainsi, l'égalité des chances devienne une mission cadre centrale (définition du REMDH).

4.8. Les programmes, politiques et activités du REMDH doivent tendre à l'égalité de genre. En aucun cas, le REMDH ne devra promouvoir des interventions qui pourraient provoquer de manière indirecte des discriminations.

4.9. La promotion de la participation égalitaire des femmes en tant qu'agents de changement dans les processus économiques, sociaux et politiques est essentielle à la réalisation de l'égalité. Le REMDH reconnaît donc la nécessité de continuer à travailler pour la *parité* dans ses structures et activités. Il veillera à évaluer la participation des femmes dans ses programmes, structures et activités, et le degré de parité dans le réseau.

4.10. Contribuer à l'égalité exige l'adoption de mesures spécifiques. Le REMDH adoptera toutes les mesures *d'action positive* à sa disposition pour garantir une participation égalitaire dans ses structures, ses programmes, ses politiques, ses décisions, ses missions et ses activités.

4.11. Le REMDH devra garantir que ses budgets intègrent le genre. Il allouera des budgets suffisants non seulement à des activités spécifiques (mise en place de plans, stratégies, activités et publications relatives à la diffusion, suivi et application des Conventions et plans d'action d'Istanbul/Marrakech et autres activités du Groupe de Genre), mais aussi à l'intégration de la dimension genre dans toutes les activités du réseau et des autres groupes de travail.

5. Objectifs de la politique de genre du REMDH

L'objectif général de la politique de genre du REMDH est de promouvoir l'égalité en vue de contribuer à la transformation des sociétés dans la région Euro- méditerranéenne. Pour cela, il est primordial que le réseau puisse atteindre l'égalité de dans ses structures et activités.

Ses objectifs spécifiques de la politique de genre sont les suivants :

5.1. Mettre en relief les questions d'égalité de genre dans la lutte globale en faveur des droits humains.

5.2. Promouvoir l'adoption par le REMDH et par ses membres de mesures, d'actions et de programmes spécifiques destinés à la défense et promotion des droits des femmes et à l'égalité.

5.3. Rappeler au REMDH et à ses membres l'importance de l'intégration de la dimension genre (gender mainstreaming) et former les membres et l'équipe technique à l'approche genre, ainsi que à la maîtrise de ses outils et techniques. Le kit du REMDH est outil fondamental pour atteindre cet objectif.

5.4. Contribuer à la diffusion, connaissance et appropriation par le REMDH et par ses membres des conventions, textes et outils pour la promotion des droits des femmes.

5.5. Veiller à ce que l'engagement du REMDH en faveur de l'égalité figure clairement dans ses documents et leurs éventuelles révisions (statuts, règlement intérieur, stratégie, plans de travail, convention applicable au personnel, etc.).

5.6. Veiller à une participation paritaire des femmes et des hommes dans ses structures et activités, et à une pleine exploitation des capacités et des ressources humaines en impliquant autant les femmes que les hommes dans le travail du REMDH, et recourir à l'action positive si nécessaire.

5.7. Favoriser l'adoption de la participation paritaire et des mécanismes d'action positive par un nombre croissant d'organisations mixtes et généralistes membres du REMDH.

5.8. Faire en sorte que la dimension genre soit incorporée aux activités, publications, communiqués et décisions du REMDH, tant en termes d'impacts, comme en termes de recommandations et en termes de langage sensible au genre.

5.9. Placer les femmes et les hommes en conditions d'égalité au centre du processus de décision politique au sein du REMDH et de ses organisations membres, et par extension dans toute la région euro-méditerranéenne.

5.10. Favoriser les synergies et alliances avec les organisations, réseaux et campagnes de défense des droits des femmes et féministes, ainsi que leur incorporation au REMDH et vice-versa.

5.11. Élaborer la prochaine stratégie du REMDH, ses plans d'activités, ses programmes et budgets en respectant les valeurs et principes du document politique présent pour l'égalité et en incorporant ces objectifs.

5.12. Le Quartet et le Comité Exécutif sont garants de son adoption, sa diffusion et sa mise en œuvre.

5.13. La référente - le référent politique de genre du Comité Exécutif aura la responsabilité de suivi sur la politique de genre du REMDH.